

Experts et partenaires
des acteurs
d'une économie
plus humaine

ARCADIS

9 place Chaptal
59 100 ROUBAIX

Rapport sur les comptes annuels
Exercice clos au 31/12/2020

ARCADIS
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS - EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARCADIS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association ARCADIS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- La note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de l'application des nouveaux règlements ANC n°2018-06 ;
- La note « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant la situation de l'association quant au contexte actuel lié à la crise sanitaire.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice.

En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- La correcte comptabilisation des produits de tarification ;
- La correcte application du traitement des charges de personnel.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association ARCADIS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisée par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LILLE, le 25 juin 2021

SAS HARMONIUM
Commissaire aux Comptes



Jean-Marc LENGART
Président SAS HARMONIUM

ARCADIS

Actif		Exercice au 31/12/2020			Exercice au 31/12/2019
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Fonds commercial ⁽¹⁾				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	9 647	9 647		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	9 647	9 647		
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	22 156		22 156	22 156
	Constructions	1 432 503	352 579	1 079 923	1 177 469
	Inst. techniques, mat.out. industriels	389 667	324 397	65 270	91 922
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations grevées de droit				
	Autres				11 109
	TOTAL	1 844 327	676 976	1 167 350	1 302 658
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL				
Total I		1 853 975	686 624	1 167 350	1 302 658
Actif circulant	Stocks et en cours	39 665	19 827	19 837	
	Avances et acomptes versés sur commande				862
	Créances ⁽²⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	261 662	115 985	145 677	172 268
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	220 428		220 428	441 913
	TOTAL	482 091	115 985	366 106	614 181
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	96 935		96 935	96 051
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 269 743		1 269 743	840 423
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	16 189		16 189	13 989
Total II		1 904 626	135 812	1 768 813	1 565 507
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		3 758 601	822 436	2 936 164	2 868 166
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				
Engagements reçus	Legs nets à réaliser acceptés par les organes statutairement compétents Legs nets à réaliser autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre Autres				

ARCADIS

Passif		Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
Fonds propres	Sans droit de reprise		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv, biens renouvelables)		13 977
	Avec droit de reprise		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	5 000	
	Fonds propres complémentaires		10 000
	Apports		
Fonds propres	Legs et donations		
	Résultat sous contrôle de tiers financeurs		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Réserves		1 137 118
	Autres	1 137 118	
	Report à nouveau	-140 259	7 510
	Excédent ou Déficit de l'exercice	54 867	-164 052
Situation nette (sous total)		1 056 726	1 004 554
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	708 252	798 214
	Provisions réglementées		
	Droit des propriétaires (commodat)		
	Total I	1 764 979	1 802 768
	Autres fonds propres		
	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
	Fonds dédiés		
Fonds propres	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
	Provisions		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	116 402	92 900
	Total III	116 402	92 900
	Dettes		
	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	138 734	7 786
Fonds propres	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	136 699	146 256
	Avances et acomptes reçus ⁽³⁾		66 274
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	265 853	364 075
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	301 943	230 799
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 861	10 840
	Autres dettes	184 249	109 098
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	21 441	37 366
	Total IV	1 054 782	972 497
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		2 936 164	2 868 166
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	9	
	(2) Dont emprunts participatifs		
	Dettes sauf (3) à plus d'un an		
	Dettes sauf (3) à moins d'un an		906 223
	Engagements donnés		
	Sur legs acceptés		
	Autres		

Zelle a partir de : 1001 V4_L2_1

ARCADIS

Période de l'exercice 01/01/2020 31/12/2020
Période de l'exercice précédent 01/01/2019 31/12/2019

	Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	89 839	
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	839 407	
<i>dont parrainages</i>		
Ventes de marchandises		8 083
Production vendue		795 900
Montant net du chiffre d'affaires		803 983
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	834 639	747 326
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	233 572	256 630
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	3 341	7 766
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 000 800	1 815 707
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		173 142
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	733 342	541 842
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	70 453	63 078
Salaires et traitements	725 788	781 570
Charges sociales	247 358	272 653
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	145 787	111 936
Dotations aux provisions	109 859	49 778
Subventions versées par l'association		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	1 169	730
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 033 760	1 994 733
1. Résultat d'exploitation (I-II)	-32 959	-179 025
Renvois		
(1) Y compris redevances de crédit-bail : mobilier immobilier		2 535

ARCADIS

Période de l'exercice 01/01/2020 31/12/2020
Période de l'exercice précédent 01/01/2019 31/12/2019

		Exercice	Exercice précédent
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 333	2 367
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 333	2 367
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	963	926
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERS IV	963	926
	2. Résultat financier (III-IV)	370	1 441
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-32 589	-177 584
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	16 241	16 240
	Sur opérations en capital	87 656	61 330
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	374	
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	104 272	77 570
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	16 591	56 445
	Sur opérations en capital		7 295
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	16 591	63 740
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	87 680	13 829
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII	224	298
	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs IX		
	Engagements à réaliser sur ressources affectées X		
	Total des produits (I + III + V + IX)	2 106 406	1 895 645
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII + X)	2 051 539	2 059 698
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	54 867	-164 052
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
	TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
	TOTAL		

Table des matières

1	Présentation de l'association et ses activités	4
1.1	Objet social	4
1.2	Nature et périmètre des activités réalisées	4
1.3	Description des moyens mis en œuvre	5
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
3	Principes et méthodes comptables	6
3.1	Principes généraux	6
3.1.1	Changement de méthode comptable	6
3.1.2	Changements d'estimation	7
3.1.3	Corrections d'erreurs	7
3.2	Déroptions	7
3.3	Principales méthodes comptables	7
4	Informations relatives aux postes du bilan	8
4.1	Actif immobilisé	8
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
4.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	10
4.1.4	Réévaluation	10
4.2	Actif circulant	11
4.2.1	Stocks et en cours	11
4.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	11
4.2.3	Précisions sur d'autres créances	12
4.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	12
4.4	Fonds propres	12
4.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	12
4.4.2	Ecart de réévaluation	13
4.4.3	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.	14
4.4.4	Subventions d'investissement	14
4.4.5	Autres fonds propres	14
4.5	Fonds reportés et dédiés	14
4.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	14
4.7	Provision pour risques et charges	15
4.7.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	15
4.7.2	Provisions pour reversement d'une subvention	15

4.7.3	Provisions pour charges sur legs et donations	15
4.8	Dettes	16
4.8.1	Emprunts et autres dettes assimilés	16
4.8.2	Précisions sur d'autres dettes	16
5	Informations relatives au Compte de résultat	17
5.1	Résultats par activité ou établissement	17
5.2	Produits du compte de résultat	17
5.2.1	Cotisations	17
5.2.2	Concours publics et subventions d'exploitation	18
5.2.3	Ressources liées à la générosité du public	18
5.2.4	Contributions financières	19
5.2.5	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19
5.2.6	Utilisations des fonds dédiés	19
5.2.7	Autres produits (d'exploitation)	19
5.3	Charges du compte de résultat	19
5.4	Résultat Financier	19
5.5	Résultat exceptionnel	19
5.6	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature	19
5.7	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	20
5.7.1	Produits à recevoir	20
5.7.2	Charges à payer	21
5.7.3	Honoraires des commissaires aux comptes	21
5.7.4	Informations relatives au régime fiscal	21
6	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	22
6.1	Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées	22
6.2	Engagement reçu des donateurs	22
6.3	Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)	22
6.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	22
6.5	Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat	22
6.6	Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe	22
6.7	Passifs non comptabilisés	22
7	Informations relatives à l'effectif	23
8	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	23
8.1	Engagements financiers donnés et reçus	23



8.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	23
8.3	Autres opérations non inscrites au bilan	23

1 Présentation de l'association et ses activités

1.1 Objet social

L'association (A.R.C.A.D.I.S) Association Roubaissienne de Coordination d'Actions de Développement et d'Insertion Sociale a pour objet d'accueillir des jeunes en formation ou exerçant une activité professionnelle. Les foyers de jeunes travailleurs proposent un hébergement temporaire comportant à la fois des locaux privatifs (meublés ou non) et des locaux communs affectés à la vie collective.

Les bénéficiaires des activités de l'association sont :

- Personnes accueillies : jeunes travailleurs en situation de précarité / demandeurs d'emploi / jeunes en situation de décohabitation ou de mobilité / jeunes en formation sous divers statuts (apprentissage, formation en alternance, formation d'insertion, enseignement technique et professionnel) / jeunes couples / adultes isolés ou familles monoparentales de moins de 30 ans/ étudiants en rupture sociale et familiale.
- Tranches d'âges FJT : entre 16 à 25 ans et sous certaines conditions, entre 25 à 30 ans

1.2 Nature et périmètre des activités réalisées

Les activités menées par l'association sont les 4 suivantes :

- **Foyer Jeunes Travailleurs** (fonction logement) : Mise à disposition d'un logement, et des pièces communes leur permettant de favoriser leur insertion dans la vie sociale.
- **Foyer Jeunes Travailleurs** : fonction socio-éducative qui comprends
 - Un accueil personnalisé
 - Des activités liées à l'emploi, la formation, le logement, la santé, les loisirs, la culture
 - L'information et l'aide aux jeunes sur les problèmes de la vie quotidienne en vue de leur autonomie
 - La participation des jeunes à la vie collective, aux activités, à l'organisation et à la gestion des instances de fonctionnement
 - L'insertion sociale et professionnelle ; cette aide nécessite la mise en œuvre effective d'un travail en réseau avec des partenaires locaux concernés par la politique du logement des jeunes.
- **Accueil logement temporaire (ALT)** : outil au service du parcours logement des plus précaires et élaboration d'un contrat d'objectif défini avec le jeune au regard de sa situation
- **Atelier Chantier d'insertion (Fibr&Co)** : offre 10 postes à des jeunes ayant la volonté de créer en équipe, travailler le bois, s'insérer dans la vie professionnelle. Créer à partir de déchet une gamme de mobilier et objet design "de qualité", la réutilisation et la réparation d'objets de mobiliers usagés (économie circulaire). L'association délivre un CQP : "Certificat de Qualification Professionnelle en menuiserie".

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites sont :

- Financements publics : Etat, région, département, ville et CAF
- Participations des jeunes
- Ressources humaines : recrutement d'une chargée d'études et de développement et d'un comptable

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- La première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- L'exercice a été marqué par la crise sanitaire liée à la COVID-19, avec notamment l'activité partielle ainsi que l'obtention de subvention complémentaire pour un montant de 55 K €.

2.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Changement de méthode comptable

Première application du règlement ANC n°2018-06

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

Postes impactés, incidence de la première application du règlement ANC n°2018-06 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice

Les impacts à l'ouverture de l'exercice sont les suivants

— Actif :

- Le poste « installations techniques, matériels et outillages industriels » reprend les immobilisations du poste « autres » de l'exercice 2019 pour 6 464.87 €
- Les « avances et acomptes versés sur commande » sont reclassés dans le poste « autres créances »

— Passif :

- La « fonds associatifs sans droit de reprise » ont été reclassés en report à nouveau
- Les « avances et acomptes reçus sur commande » sont reclassés dans le poste « autres dettes »

— Résultat :

- Produits d'exploitation : les impacts de présentation liés à l'application du règlement n°2018-06 permettent difficilement la comparabilité des exercices. Le paragraphe 5.2 de l'annexe présente un tableau proforma des produits d'exploitation permettant la comparabilité entre les deux exercices.
- Le poste « achats de matières premières et autres approvisionnements » est reclassé dans le poste « variation de stocks de matières premières et autres approvisionnements »

Comparabilité des comptes à la clôture de l'exercice, première application du règlement ANC n°2018-06

Nous vous indiquons dans chaque paragraphe de l'annexe, si cela est nécessaire à la compréhension de l'impact du changement de méthode comptable, la comparaison avec l'exercice précédent des montants des postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice, impactés par le changement de réglementation comptable, le cas échéant en distinguant l'impact effectif comptabilisé à l'ouverture de l'application prévue par le règlement.

3.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

3.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

3.2 *Dérogations*

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

3.3 *Principales méthodes comptables*

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent la méthode « de référence » par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

Les comptes présentés appliquent aucune des méthodes « optionnelles » parmi celles proposées par le règlement 2014-03.

4 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

4.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Logiciels	9 648 €				9 648 €
	Autres immobilisations incorporelles	9 648 €	0 €	0 €	0 €	9 648 €
	Total II					
Immobilisations corporelles	Terrains	22 157 €				22 157 €
	Constructions	1 427 788 €	4 715 €			1 432 503 €
	Install. Tech., mat., outillage	327 484 €	5 638 €			333 123 €
	Install. générales, ag. Am. Divers	11 554 €				11 554 €
	Matériel de transport	22 736 €				22 736 €
	Mat. bur., informatique, mobilier	22 254 €				22 254 €
	Total III	1 833 973 €	10 353 €	0 €	0 €	1 844 327 €
Total général		1 843 621 €	10 353 €	0 €	0 €	1 853 975 €

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

4.1.2.1 Amortissements des immobilisations incorporelles

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Logiciels	9 648 €			9 648 €
Total	9 648 €	- €	- €	9 648 €

4.1.2.2 Amortissements des immobilisations corporelles

	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Constructions	250 318 €	102 387 €		352 705 €
Insatll. tech. mat. Outillage	235 562 €	38 756 €		274 317 €
Install. générales, ag. Am. Divers	6 009 €	1 251 €		7 260 €
Matériel de transport	18 950 €	2 449 €		21 399 €
Mat bur., informatique, mobilier	20 477 €	944 €		21 421 €
Total	531 315 €	145 788 €	- €	677 102 €

4.1.2.3 Modalités d'amortissements

	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	1 an
Constructions	Linéaire	De 10 ans à 25 ans
install. technique	Linéaire	De 5 ans à 25 ans
install. Générales	Linéaire	10 et 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	De 3 ans à 15 ans

4.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

4.1.3.1 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortis- sement	Dépré- ciation	Amortis- sement	Dépré- ciation	
Incorporelles	9 648 €	- €				9 648 €
Corporelles	531 315 €	145 788 €				677 102 €
TOTAL	531 315 €					677 102 €

4.1.4 Réévaluation

Non applicable

4.2 Actif circulant

4.2.1 Stocks et en cours

Le stock des produits finis à la fin d'exercice pour les deux établissements est valorisé à 39 665 €. Celui-ci fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 19 827.50 €.

4.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Client douteux ou litigieux	131 144 €	131 144 €	
	Autres créances clients	130 519 €	130 519 €	
	Personnel et comptes rattachés	319 €	319 €	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 556 €	3 556 €	
	Etat et autres collectivités publiques	184 575 €	184 575 €	
	Débiteurs divers	31 979 €	31 979 €	
	Charges constatées d'avance	16 190 €	16 190 €	
	TOTAUX	498 281 €	498 281 €	- €

4.2.2.1 Créances reçues par legs ou donations

Non applicable

4.2.2.2 Dépréciations

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les provisions pour dépréciations sont calculées individuellement compte tenu des risques de non-recouvrements encourus.

Ainsi les créances douteuses ont été dépréciées pour 111 317 € et les subventions toujours non reçues pour 4 668 €.

4.2.3 Précisions sur d'autres créances

4.2.3.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 16 190€ et sont relatives à des charges d'exploitation.

4.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	19 828	-	19 828
Créances	60 835	65 166	14 684	111 317
Subventions	4 668	-	-	4 668
Total	65 503	84 994	14 684	135 813

4.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel sur celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

4.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmen-tation	Diminution ou consom-mation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	13 978 €			13 978 €	- €
Fonds propres avec droit de reprise	10 000 €			5 000 €	5 000 €
Ecart de réévaluation					- €
Réserves	1 137 119 €				1 137 119 €
Report à nouveau	7 511 €	- 164 053 €	16 283 €		- 140 259 €
Excédent ou déficit de l'exercice	- 164 053 €	164 053 €	54 867 €		54 867 €
Situation nette	1 004 554 €	- €	71 150 €	18 978 €	1 056 727 €
Fonds propres consommables					- €
Subventions d'investissement	798 214 €			89 962 €	708 252 €
Provisions réglementées					- €
TOTAL	1 802 768 €	- €	71 150 €	108 940 €	1 764 979 €

4.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

4.4.1.2 Fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

4.4.2 Ecart de réévaluation

Non applicable

4.4.3 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

4.4.3.1 Réserves statutaires et contractuelles

Non applicable

4.4.3.2 Autres réserves

Les autres réserves s'élèvent à 1 137 118 € et se répartissent comme suit :

- Réserves pour projet associatif : 853 081 €
- Réserves d'investissement : 100 000 €
- Réserves de trésorerie : 184 037 €

4.4.4 Subventions d'investissement

	Solde à l'ouverture de l'exercice			Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Augmentation	Diminution	Montant global
Subventions d'investissement	1 063 536	-	1 063 536	-		1 063 536
Subventions d'investissement inscrites au résultat	265 321	-	265 321	89 962		355 283
Montant net en fonds propres	798 214	-	798 214	89 962	-	708 252

4.4.5 Autres fonds propres

Non applicable

4.5 Fonds reportés et dédiés

Non applicable

4.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	92 900 €	24 866 €	1 364 €	116 402 €
TOTAL	92 900 €	24 866 €	1 364 €	116 402 €

La provision pour charges est relative aux indemnités de retraite.

4.7 Provision pour risques et charges

4.7.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements de retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	116 402 €	- €	116 402 €

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

- Taux d'actualisation financière annuel : 0,70%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de charges sociales : 40,00%
- Table de mortalité 2016-2018
- Taux de turnover par tranche d'âge : 7% pour la tranche d'âge 20 / 29 ans ; 4% pour 30 / 39 ans et 1% pour 40 / 49 ans et 2% à partir de 50 ans

4.7.2 Provisions pour reversement d'une subvention

Non applicable

4.7.3 Provisions pour charges sur legs et donations

Non applicable

4.8 Dettes

4.8.1 Emprunts et autres dettes assimilés

	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts et dettes établissement de crédit				
- A 1 an max à l'origine				
- A + d'1 à l'origine	138 734 €	9 664 €	28 188 €	100 522 €
Emprunts et dettes financières divers	136 699 €	136 699 €		
Fournisseurs et comptes rattachés	265 853 €	265 853 €		
Personnel et comptes rattachés	114 378 €	114 378 €		
Sécurité sociale et autres organismes	135 598 €	135 598 €		
Etat et autres collectivités publiques	17 891 €	17 891 €		
Autres impôts et taxes	34 076 €	34 076 €		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 861 €	5 861 €		
Autres dettes	184 249 €	184 249 €		
Produits constatés d'avance	21 442 €	21 442 €		
TOTAL	1 054 782 €	925 712 €	28 188 €	100 522 €

4.8.2 Précisions sur d'autres dettes

4.8.2.1 Produits constatés d'avance

Le montant des produits constatés d'avance s'élève à 21 442 € à la clôture.

Ils correspondent à un acompte de subvention ARS pour 11 035 € et à une avance de la subvention département pour 10 407 €.

4.8.2.2 Subventions à reverser

Non applicable

5 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

5.1 Résultats par activité ou établissement

Ventilation du résultat	Exercice 2020	Exercice 2019
FJT	82 357 € -	112 786 €
ACI	- 27 490 € -	51 266 €
Résultat de l'exercice	54 867 € -	164 052 €

5.2 Produits du compte de résultat

Ventilation des produits	Exercice 2020	Exercice 2019
Vente de biens	89 840 €	53 551 €
Prestations de services	839 407 €	750 432 €
Subvention d'exploitation	834 639 €	747 327 €
Mécénat	- €	- €
Reprise sur Amortissements, dépréciations et transfert de charges	233 573 €	256 631 €
Autres produits	3 342 €	7 766 €
Résultat de l'exercice	2 000 801 €	1 815 708 €

5.2.1 Cotisations

5.2.1.1 Cotisations sans contrepartie

Non applicable

5.2.1.2 Cotisations avec contrepartie

Non applicable

5.2.2 *Concours publics et subventions d'exploitation*

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges ».

Nature du concours ou de la subvention	Union Européenne	Etat	Région	Département	Ville
Concours publics					
Subvention d'exploitation	29 246	200 150 €	16 553 €	533 812 €	54 878 €

5.2.3 *Ressources liées à la générosité du public*

5.2.3.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Non applicable

5.2.3.2 Mécénats

Non applicable

5.2.4 Contributions financières

Non applicable

5.2.5 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Le poste « reprises » est relatif à la reprise de provision indemnité de retraite pour 1 364 € et des créances clients douteux pour un montant de 14 684 €

Les transferts de charges sont relatifs aux remboursement CPAM, ASP, Energis, assurance pour un montant de 217 524 €

5.2.6 Utilisations des fonds dédiés

Non applicable

5.2.7 Autres produits (d'exploitation)

Les autres produits sont relatifs aux recettes de la machine à laver pour 3 341 €

5.3 Charges du compte de résultat

Les autres approvisionnements sont présentés avec les autres achats et charges externes en 2020 pour 208 910 €.

En 2019, ces charges s'élevaient à 173 142 €.

5.4 Résultat Financier

Le résultat financier est composé de produits financiers relatifs aux intérêt du Livret Partenaire, Livret Bleu, Livret Sociétaire et des Parts CMNE pour un montant total de 1 334 €, et des charges financières relatives aux intérêts d'emprunts pour un montant de 963 €

5.5 Résultat exceptionnel

- Produits exceptionnels : composés de produits sur opération de gestion pour 16 241 € qui correspond à l'extinction de la dette de l'eau pour Roubaix et sur opération en capital (quote-part de subvention virée au résultat) pour 87 656 €
- Charges exceptionnelles : composées des pertes exceptionnelles sur clients résidents pour 13 457 € et autres charges sur opération de gestion pour 3 096 €

5.6 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Non applicable

5.7 **Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat**

5.7.1 **Produits à recevoir**

Libellés	Montant
INTERETS COURUS	
Valeurs mobilières de placement	- €
Disponibilités	243 €
AUTRES PRODUITS	
Produits non facturés	2 473 €
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	7 943 €
Etat produits à recevoir	1 912 €
Divers	2 686 €
TOTAL	15 257 €

5.7.2 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	104 773 €
Charges sociales	41 909 €
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	553 €
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	91 496 €
Personnel et organismes sociaux	
Sécurité sociale	
Autres charges fiscales	25 149 €
Divers	109 922 €
TOTAL	373 803 €

Un fonds de solidarité pour les jeunes a été créé avec les APL à rendre avec plus de 5 ans d'antériorité. Celui-ci s'élève à 38 986 €

5.7.3 Honoraires des commissaires aux comptes

Libellés	Montant
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	8 104 €
Au titre de missions complémentaires	- €
TOTAL	8 104 €

5.7.4 Informations relatives au régime fiscal

L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

L'impôt sur les sociétés comptabilisé en charge est relatif à l'impôt sur les produits financiers des organismes sans but lucratif.

6 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

6.1 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées

Non applicable

6.2 Engagement reçu des donateurs

Non applicable

6.3 Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)

Non applicable

6.4 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas fournie car elle aboutirait à faire état de rémunérations individualisées.

6.5 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Non applicable

6.6 Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe

Non applicable

6.7 Passifs non comptabilisés

Non applicable

7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

Libellés	Personnel salarié
Cadre	2
Non Cadre	29
TOTAL	31

8 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

8.1 Engagements financiers donnés et reçus

Non applicable

8.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Non applicable

8.3 Autres opérations non inscrites au bilan

Non applicable